

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Jean-Pierre Chevènement (*séance du lundi 3 décembre 2012*)

Pierre Delvolvé: Vous avez plusieurs fois fait référence à la notion de nation et expliqué que les nations s'étaient constituées dans le cadre des États délimités durant l'ère coloniale. Mais peut-on vraiment parler de nation au Liban, en Syrie, en Irak, au Yémen, en Libye et même en Algérie ? Et, plus généralement, peut-on dire qu'il existe une nation arabe ?

Réponse : Une nation arabe non, mais des nations arabes sans aucun doute, car il faut penser que les nations sont toujours le résultat de longues gestations. Ainsi, dans l'exemple de la France, quand naît la nation ? Est-ce au baptême de Clovis ? Au partage de l'empire carolingien ? Avec les Capétiens ? À la bataille de Bouvines ? Avec Jeanne d'Arc ?

Bien évidemment, les frontières des pays que vous avez cités sont à maint égard artificielles. Mais qui pourrait nier que Damas, Bagdad, Le Caire étaient de grandes capitales déjà à l'époque des Abbassides, des Omeyades, des Fatimides, et qu'elles restent dans le monde arabo-musulman marquées d'une aura particulière ?

En ce qui concerne le Liban, nous avons voulu l'agrandir et faire un grand Liban ; certes la situation est complexe, avec une communauté chiite qui a engendré le Hezbollah, néanmoins un pacte national libanais a été passé en 1943. Pourquoi n'y aurait-il pas un pacte national syrien ?

Quant à l'Irak, n'a-t-il pas connu Nabuchodonosor ? N'est-il pas adossé à des millénaires de civilisation ? Le nationalisme irakien existe bel et bien et il s'est manifesté vivement durant la guerre contre l'Iran.

Il convient donc d'être patient, les nations des pays cités existent et lors des révolutions qui s'y sont déroulées, ce sont les drapeaux de ces nations qui ont été brandis par les protestataires.

*

* *

Mireille Delmas-Marty : Que pensez-vous du rôle de la Cour pénale internationale par rapport aux changements politiques ? Elle a été saisie par le Conseil de sécurité pour la Libye, avec le soutien de la Ligue arabe. Pour la Syrie, la saisine n'a pas été obtenue. Quant à la Palestine, à présent devenue État, la question se pose de savoir si elle n'aurait pas la possibilité d'adhérer au statut de la Cour pénale internationale. Estimez-vous que la CPI joue un rôle utile ou bien un rôle qui s'apparente à de l'ingérence ou encore qu'elle est une institution neutre par rapport aux enjeux politiques ?

Réponse : Je reste attaché au principe de non-ingérence. L'ONU a fait une entorse à ce principe en invoquant la « responsabilité de protéger ». Cette responsabilité a été utilisée pour faire cesser les massacres au Rwanda ; elle a été également utilisée pour les Kurdes, après la première guerre du Golfe, et aussi, plus

récemment, en Libye, pour protéger la population de Bengazi. Mais les excès qui en ont résulté dans ce dernier cas ont amené nombre de pays qui avaient donné leur accord implicite pour une intervention à le regretter. Il sera donc certainement très difficile à l'avenir d'invoquer à nouveau le principe de « responsabilité de protéger ».

À mes yeux, la CPI peut être un instrument de pression, mais dans des limites passablement étroites. Quoique sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI, le président soudanais Omar el-Béchir n'en voyage pas moins et reçoit à Khartoum des chefs d'État étrangers. Si la CPI peut être utile, il convient, en tout état de cause, de la manier avec précaution.

*
* *

Jean-Robert Pitte : Vous avez rappelé que le Coran dicté au Prophète parle quarante-quatre fois de la « raison naturelle ». Sans doute, mais depuis les origines l'islam n'en est pas moins toujours resté fidèle à la confusion du religieux et du politique, à l'exception toutefois de la version kémaliste – qui semble aujourd'hui très menacée. Bien qu'il ait beaucoup emprunté au judaïsme et au christianisme, le Coran n'a jamais repris le célèbre « *Redde Caesari quae sunt Caesaris, et quae sunt Dei Deo* ». Il est vrai que le christianisme lui-même a mis bien des siècles avant de sortir du constantinisme, mais il en est aujourd'hui totalement sorti et il a permis le développement conjoint de la réflexion philosophique et de la démocratie, ce qui n'est nullement le cas de l'immense majorité des pays musulmans.

Réponse : Vous n'avez pas tort, mais permettez-moi de vous faire observer que les guerres de religion ont duré en France jusqu'à la fin du XVI^e siècle. L'Édit de tolérance a marqué un progrès, mais il a été révoqué en 1685. N'oublions pas non plus la guerre de Trente Ans qui était encore une guerre de religion, jusqu'au milieu du XVII^e siècle !

Quant à l'Islam, il a connu des philosophes tout à fait libres de leur pensée, tels Averroès et Ibn Khaldoun. L'islam lui-même affirme qu'il ne doit pas y avoir de contrainte en matière de religion et il consent à des régimes de dhimmitude, c'est-à-dire de protection des minorités d'autres religions du Livre. Par ailleurs, des réformateurs énergiques comme Kemal Atatürk ou Habib Bourguiba ont instauré la laïcité dans leurs pays respectifs, au sein de l'islam. Si ça a pu être possible hier, rien n'empêche que ce ne le soit également à l'avenir.

*
* *

François d'Orcival : Vous avez montré que l'Occident avait été hostile au nationalisme arabe et qu'il avait fait preuve d'incompréhension. Quand on considère la période récente, on constate que l'Occident est intervenu à deux occasions dans le monde arabo-musulman, en Irak et en Libye. En revanche, il n'est intervenu ni en Algérie, lorsque celle-ci était confrontée aux islamistes, ni en Tunisie, ni en Égypte, ni en Syrie. Vous avez fait appel à la cohérence. Or, il est clair que, mis à part le point commun à l'Irak et à la Libye que constitue la production pétrolière, les interventions occidentales ne sont pas marquées par la cohérence.

Si l'Occident n'était pas intervenu comme il l'a fait, croyez-vous que cela aurait changé quelque chose dans le développement du djihadisme à l'égard des Occidentaux ?

Réponse : Il ne peut y avoir de cohérence que si l'on met en place une grille d'analyse. Or, aujourd'hui, l'Occident n'a pas de grille d'analyse. Personnellement, j'en propose une qui part de la constatation que le monde arabe est multiple et n'a pas de véritable unité au-delà de son incontestable unité culturelle.

Dans notre relation au nationalisme arabe, nous avons certainement commis une erreur stratégique en ne cherchant pas à nouer avec les régimes concernés des relations moins agonistiques. Il est regrettable, par exemple vis-à-vis de l'Algérie, que la France n'ait pas su préparer ce pays à l'indépendance et trouver des formes de transition plus douces et plus étalées dans le temps. L'Égypte est un exemple emblématique de ce comportement. Nasser hésitait au départ entre les Soviétiques et les Américains. Si Foster-Dulles avait accepté de financer le barrage d'Assouan, l'Égypte se serait rangée dans le camp américain.

De même, la guerre du Golfe a été une grave erreur. Il eût mieux valu accepter la proposition de Saddam Hussein en octobre 1990 d'une solution arabe, c'est-à-dire d'une évacuation du Koweït par les troupes irakiennes et de leur remplacement par des troupes égyptiennes, saoudiennes, etc. Or cette proposition n'a pas même été examinée. En effet, les Américains voulaient absolument faire la guerre et la question que le président Bush posa dès le départ à François Mitterrand était : « Serez-vous avec moi dans cette guerre ? », et ce dès le 3 août 1990. Cette guerre a cassé un régime laïc qui n'avait pas que des défauts. Elle a brisé le seul État qui faisait verrou face à l'Iran. En outre, c'est à partir du stationnement de troupes américaines en Arabie Saoudite que Ben Laden, qui avait originellement proposé de protéger le royaume « des deux mosquées » avec sa « légion arabe », a retourné sa veste et choisi la voie du djihad anti-américain.

Si l'Occident avait joué davantage la carte du nationalisme arabe, il aurait pu éviter de faire le fâcheux détour que représentent l'islamisme et le djihadisme.

*
* *

Bernard Bourgeois : Proudhon, réfléchissant sur le destin des révolutions, établit que ce ne sont jamais les pauvres qui font par eux-mêmes la révolution, mais que ce sont les modérés qui se portent aux extrêmes. Les révolutions sont toujours le fait des classes moyennes. Elles sont une manifestation de force et non de faiblesse. Ce sont les classes moyennes qui fixent les limites de la révolution et, quels que soient les aléas extrémistes de celle-ci, les classes moyennes finissent toujours par obtenir ce qu'elles veulent.

Si l'on suit Proudhon, on doit considérer que l'extrémisation religieuse de la politique aboutit toujours à la modération politique de la religion car la politique est réaliste et médiocre. Mais ce processus peut être fort long. Ne peut-on pas, dans les pays marqués par les « révolutions arabes » l'accélérer et, si oui, de quelle façon ?

Réponse : Il est exact que ce processus prendra sans doute beaucoup de temps. La politique peut être une réponse permettant d'accélérer les choses. Il faut que de plus puissants que nous sachent indiquer quelle est la ligne rouge à ne pas franchir afin que les nouveaux régimes soient acceptés par les populations. On

imagine avec un certain effroi ce que pourrait être l'avenir, notre avenir, si le Maghreb devait tomber sous la coupe de régimes islamistes.

*
* *

Jacques de Larosière : Il est frappant que les pays arabes, en particulier ceux du Moyen-Orient, contrairement à la plupart des pays dits « en voie de développement », n'aient pas émergé économiquement, à l'exception de ceux qui ont bénéficié de la manne pétrolière. Les seuls pays arabes qui ont émergé, au sens technique du terme, sont la Tunisie et, dans une certaine mesure, le Maroc. Les autres pays n'ont-ils pas « émergé » parce qu'ils sont fondamentalement hostiles à ce que vous appelez l'hyper-individualisme libéral de la globalisation ? Ou bien sont-ils tentés par le radicalisme islamiste parce qu'ils n'ont pas réussi à émerger ?

Réponse : Je crois que ces pays n'ont pas ou pas encore émergé parce qu'ils étaient réfractaires à des formes économiques ouvertes – beaucoup plus qu'à l'hyper-individualisme libéral. Ils n'ont pas su trouver les formes d'insertion dans l'économie moderne. Cela vaut de l'Égypte comme de l'Algérie. Il n'y a pas de déterminisme qui condamnerait ces pays à ne jamais émerger. Il faut, à mon sens, seulement leur accorder un peu de temps.

*
* *

Rémi Brague : Permettez-moi d'apporter quelque nuance à l'évocation que vous avez faite d'Averroès. N'est-il pas celui qui, au chapitre XVII, paragraphe 17, du *Tahqut*, clôt son raisonnement par les mots : « Et c'est la raison pour laquelle c'est un devoir de tuer les hérétiques » ?

À plusieurs reprises, vous avez utilisé la notion d'islamisme politique. Je me demande s'il s'agit là d'un concept qui peut vraiment nous aider à penser la réalité ou s'il ne s'agit pas plutôt de l'application à des réalités pour lesquels ils n'ont pas été faits de concepts occidentaux, à commencer par le concept de politique, puisque l'islam, dans ses trois sources canoniques, le Coran, le Hadith et la biographie du Prophète, dit très peu de choses sur le genre de régime souhaitable. Le verset des Émirats dit simplement : « Obéissez à ceux qui ont l'autorité », sans que l'on puisse déterminer qui est désigné ainsi. En revanche, l'islam revendique une origine divine pour toutes les normes, pas seulement politiques, mais aussi éthiques et juridiques. Il veut que Dieu soit la seule source légitime des normes, et non pas l'intellect qui, certes cité quarante-quatre fois dans le Coran, ne désigne en fait que la faculté par laquelle nous sommes capables de reconnaître l'existence de Dieu et de comprendre qu'il est dans notre intérêt de lui obéir.

Réponse : Alain de Libera, professeur au Collège de France et spécialiste de la philosophie du Moyen-Âge, me disait récemment qu'il est facile de démontrer que la pensée de la Grèce antique est parvenue en Occident par le biais d'Averroès. Averroès est resté en effet comme le traducteur de Platon. Aussi incliné-je à penser

que la phrase que vous citez, si contraire au reste de sa pensée, n'est sans doute qu'une modeste concession faite à l'air du temps.

L'islamisme politique est-il un concept occidental ? J'observe qu'en Occident toutes les normes avaient jadis également leur origine dans la volonté divine. Jusqu'à la Révolution française, le régime politique n'était-il pas « de droit divin » ? La garantie de toutes les normes, des privilèges et même de la propriété, émanait de la divinité. C'est la Révolution qui a radicalement changé la perspective et j'ai tendance à penser que ce qui s'est passé chez nous pourrait également se passer dans les pays arabes.

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : Ne faudrait-il pas à l'islam une espèce de « petit Père Combes » ? Est-ce souhaitable ou même simplement concevable ?

Réponse : J'ai le souvenir, en 1984, de François Mitterrand me disant, alors qu'il venait de relire Émile Combes : « Vous avez, ce n'est pas mal du tout ! ». Assurément, la séparation de l'Église et de l'État dans les pays arabes serait une avancée majeure.

Mais je m'interroge à propos de la citation du verset des Émirats que nous a rappelée Monsieur Brague : « Obéissez à ceux qui ont l'autorité ». le sens de ce précepte est-il bien différent de celui du « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » ? N'est-il pas là demandé que l'on se conforme à l'autorité de ceux qui ont le pouvoir et que, pour le reste, l'on se conforme à la loi divine ?

*
* *

Christian Poncelet : Mon sentiment est que l'islam intégriste est en croisade dans la plupart des pays du monde. Au Kazakhstan, d'où je reviens, j'ai eu un entretien avec le président de la république, Noursoultan Nazarbayev, musulman très modéré, qui m'a fait comprendre qu'à l'intérieur de son pays les islamistes s'organisaient en une opposition très forte à sa personne parce qu'ils le considéraient comme trop modéré.

Par ailleurs, l'Algérie, depuis les révolutions arabes, a eu la sagesse de fermer ses frontières avec la Tunisie et avec le Maroc afin de se protéger d'une pénétration islamiste.

À mes yeux, la seule démarche raisonnable vis-à-vis des pays sous la coupe des islamistes est la réciprocité. Elle consiste à ne pas accepter chez soi ce qu'ils n'acceptent pas chez eux. Trop de modération et de tolérance ne peuvent que nous amener à mettre en danger nos propres valeurs.

Réponse : Bien que je ne connaisse pas le Kazakhstan, je n'ignore pas que Nazarbayev, comme bien d'autres dans cette partie du monde, est un hiérarque soviétique reconverti dans la modernité, musulman modéré parce qu'il faut bien être musulman dans un pays majoritairement musulman... Loin de moi toutefois l'intention de nier le danger que peut représenter l'islamisme radical. Nous savons qu'il a été à l'origine de très violents affrontements, par exemple en Ouzbékistan, et qu'il sert d'instrument d'opposition à des fins géopolitiques.

Pour ce qui est de l'Algérie, la situation est très différente. En fait, un peu comme en Turquie, l'armée se considère comme l'instance garante des grands principes fondateurs de la république. Il en a résulté, après la guerre civile et l'affaiblissement du FIS, le régime du président Bouteflika et une évolution relativement pacifiée.

*
* *